

Unité interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 4 mars 2024.

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIOBRA

6 Route de Villeneuve
ZI de l'Ethole
39600 Arbois

Références : FC/VV/2024/L_66
Code AIOT : 0005900704

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SIOBRA implanté 6 Route de Villeneuve Zone Industrielle de l'Ethole 39600 Arbois. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIOBRA
- 6 Route de Villeneuve Zone Industrielle de l'Ethole 39600 Arbois
- Code AIOT : 0005900704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SIOBRA, implantée sur la commune d'Arbois, est spécialisée dans la fabrication de pièces en Zamak (alliage de zinc) par injection sous pression en chambre chaude.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 4.1.1
3	Prescription en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/06/2023, article Annexe 6
4	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 22/11/2021, article 4
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 9.2.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, 6 non-conformités ont été relevées et une demande de complément a été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant indique le jour de la visite que la tour aéroréfrigérante du site devrait être démantelée

<p>d'ici juin 2024 et remplacée par une installation non classée pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant précise également que certaines installations de travail des métaux devraient être remplacées cette année.</p> <p>L'inspection rappelle que ces modifications doivent être portées à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p> <p>Constat n° 1-13022024 : Demande de complément : le démantèlement de la tour aéroréfrigérante et les modifications apportées par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doivent être portées avant leur réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : 5 000 m³ dans le réseau public</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente ses relevés de consommation d'eau des années 2021, 2022 et 2023.</p> <p>L'inspection consulte ces relevés et constate les consommations annuelles suivantes sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2021 : 2 263 m³ ; - 2022 : 2 102 m³ ; - 2023 : 1 684 m³. <p>L'exploitant précise que la tour aéroréfrigérante qui sera démantelée est l'installation la plus consommatrice d'eau et que des économies d'eau substantielles (1 000 à 1 500 m³ par an) sont attendues après l'arrêt de cette installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescription en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2023, article Annexe 6

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions des usages de l'eau
Prescription contrôlée : Mesures applicables aux activités industrielles dont la consommation d'eau est inférieure à 7 000 m ³ /an
Constats : À la suite du retour d'expériences sur la gestion des épisodes de sécheresse en 2022 et 2023 dans le Jura, il a été décidé de modifier l'arrêté cadre départemental (ACD) sécheresse. Un nouvel arrêté cadre sera donc signé par le préfet du Jura. Cet arrêté cadre prendra en compte toutes les catégories d'usagers (particuliers, collectivités, entreprises, agriculteurs, industriels...), ainsi que tous les prélèvements et usages de la ressource en eau associés. L'inspection rappelle la nécessité pour les activités industrielles dont la consommation est inférieure à 7 000 m ³ /an de mettre en place un registre hebdomadaire des consommations d'eau et de le tenir à disposition de l'inspection. Sur ce point, l'exploitant indique procéder à un relevé journalier de ses consommations d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle également la nécessité de mettre en œuvre en période d'alerte, alerte renforcée et en période crise des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et de limiter au maximum les consommations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> – l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; – les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositifs permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ; – les secteurs collectés et les réseaux associés ; – les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; – les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'inspection consulte les plans des réseaux présentés par l'exploitant le jour de la visite. L'ensemble des plans présenté fait apparaître les informations requises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle la nécessité de mettre à jour ces plans des réseaux après le démantèlement de la tour aéroréfrigérante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission au point de rejet n° 1

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n° 1, l'ensemble des effluents correspondant à des eaux résiduaires industrielles (Eaux de purges de la TAR, régénération de l'adoucisseur, écoulements de déconnexions des circuits de refroidissement des moules et traces de poteyage), hors eaux vannes, doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre ou substance	Code sandre	Concentration journalière maximale	Flux global de rejet autorisé pour le site	Périodicité minimale de surveillance (sur prélèvement 24h)
			Maximum journalier	
pH	1302	5,5 – 8,5 unités pH	Sans objet	À définir dans le programme de surveillance de l'exploitant (a minima annuel)
Température	1301	30 °C	Sans objet	
Débit	1552	8 m³/j	Sans objet	
MES	1305	600 mg/L	4800 g/j	
DBO5	1313	800 mg/L	6400 g/j	
DCO	1314	2000 mg/L	16000 g/j	
Azote global	1551	150 mg/L	1 200 g/j	
Phosphore total	1350	50 mg/L	400 g/j	
Indice phénols	1440	300 µg/L	2,4 g/j	
Indice cyanures totaux	1390	100 µg/L	0,8 g/j	
Plomb	1382	0,2 mg/L	1,6 g/j	
Cuivre	1392	0,2 mg/L	1,6 g/j	

Zinc	1383	1,5 mg/L	12 g/j
Manganèse	1394	/	10 g/j
Étain	1380	/	20 g/j
Fer+Aluminium	7714	5 mg/L	40 g/j
AOX	1106	/	30 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/L	80 g/j
Ions fluorures	7073	15 mg/L	120 g/j
Arsenic	1369	50 µg/L	0,4 g/j
Cadmium	1388	50 µg/L	0,4 g/j
THM	2036	1 mg/L	8 g/j
DEHP	6616	25 µg/L	0,2 g/j
Trichloroéthylène	1286	25 µg/L	0,2 g/j
Tetrachloroéthylène	1272	25 µg/L	0,2 g/j
Chloroforme	1135	25 µg/L	0,2 g/j

Constats :

L'exploitant affirme que des analyses sont réalisées tous les ans au droit de ce point de rejet.

L'inspection consulte le jour de la visite le dernier rapport d'analyse réalisé par la société LDA39 le 21/09/2023.

Les résultats mettent en évidence un dépassement sur le paramètre "débit" (12,6 m³ pour une valeur limite fixée à 8 m³).

Constat n° 2-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la valeur-limite fixée sur le paramètre "débit".

L'inspection constate également que les paramètres "Etain" et "Aluminium" n'ont pas fait l'objet d'analyses.

Constat n° 3-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la fréquence d'analyse minimale fixée sur les paramètres "Etain" et "Aluminium" au point de rejet n° 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission au point de rejet n° 2

Prescription contrôlée :

<p>L'ensemble des effluents rejetés au point de rejet n° 2 doivent respecter les mêmes caractéristiques que les effluents au point de rejet n° 1 s'ils ne sont pas traités en tant que déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant affirme que des analyses sont réalisées tous les ans au droit de ce point de rejet.</p> <p>L'inspection consulte le jour de la visite le dernier rapport d'analyse réalisé par la société LDA39 le 11/05/2023.</p> <p>Les résultats mettent en évidence un dépassement sur le paramètre "Zinc" (4,2 mg/l pour une valeur limite fixée à 1,5 mg/l).</p> <p>Constat n° 4-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la valeur limite fixée sur le paramètre "Zinc".</p> <p>L'inspection constate également que les paramètres "Etain" et "Aluminium" n'ont pas fait l'objet d'analyses.</p> <p>Constat n° 5-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la fréquence d'analyse minimale fixée sur les paramètres "Etain" et "Aluminium" au point de rejet n° 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2021, article 9.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission au point de rejet n° 3 et 4</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux points de rejet n° 3 et n° 4, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes. L'exploitant définit les conditions de l'entretien et de la surveillance lui permettant de s'assurer de ces valeurs limites dans son programme de surveillance.</p>

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5	À définir dans le programme de surveillance de l'exploitant (a minima annuel).
Température	1301	≤ 30 °C	
MES	1305	100	
DBO5	1313	100	
DCO	1314	300	
Hydrocarbures totaux	7009	10	
Zinc	1383	1,5	
Cadmium	1388	0,05	
Fer+Aluminium	7714	5	

Constats :

L'exploitant affirme que des analyses sont réalisées tous les ans au droit de ces points de rejet.

L'inspection consulte le jour de la visite le dernier rapport d'analyse réalisé par la société LDA39 le 21/09/2023.

Les résultats mettent en évidence un dépassement sur le paramètre "Zinc" (2,5 g/l pour une valeur-limite fixée à 1,5 g/l).

Constat n° 6-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la valeur-limite fixée sur le paramètre "Zinc"

L'inspection constate également que le paramètre "Fer + Aluminium" n'a pas fait l'objet d'analyses.

Constat n° 7-13022024 : Non-conformité : Non-respect de la fréquence d'analyse minimale fixée sur le paramètre "Fer + Aluminium"

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines est contrôlée à partir des piézomètres existants n° 3, 4 et 5.

Un contrôle annuel sera réalisé à une période judicieusement choisie.

Constats :

L'exploitant affirme que des analyses sont réalisées tous les ans au droit de ces piézomètres.

L'inspection consulte le jour de la visite le dernier rapport d'analyse réalisé par la société LDA39 le 11/05/2023.

Les résultats d'analyses des eaux souterraines n'appellent pas le jour de la visite d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite